



Ressources sur la non-violence

Bulletin du Centre de ressources sur la non-violence

75, square Sir-Georges-Étienne-Cartier, bureau 108, Montréal, Qc, H4C 3A1
514-504-5012 —cmv@nonviolence.ca—www.nonviolence.ca

Volume 12 > Numéro 2>

Automne 2021

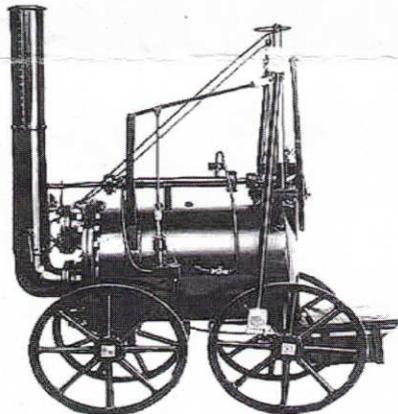


Inverser la vapeur

Timothy Morton est connu pour avoir affirmé, dans son livre intitulé *Hyperobjets : philosophie et écologie après la fin du Monde*, que la fin du Monde est survenue en avril 1784, c'est-à-dire le mois où l'inventeur britannique James Watt a déposé une demande de brevet pour la locomotive à vapeur. Cet événement marque en effet le moment où l'humanité met le doigt dans l'engrenage, délaissant la puissance de l'eau, du vent et des animaux au profit de celle du charbon et éventuellement du pétrole. Morton soutient que le passage à un mode de production gavé par des hydrocarbures provoque un changement fondamental dans le rapport qu'entretiennent les humains avec la planète.

Jusque là, le « Monde » vivait avant tout dans notre imagination. Il s'agissait d'un construit par lequel il devenait possible de penser la totalité de notre demeure terrestre, mais davantage pour en faire sens que pour agir sur elle. Ceci changea le jour où les industriels décidèrent de mettre le charbon au travail, de lui faire pomper les fonds de mines inondées, tourner les machines des usines et mouvoir les trains et les bateaux qui étendaient toujours davantage les chaînes d'approvisionnement de la globalisation capitaliste. Le Monde, soudain, n'était plus une abstraction cosmologique. Il serait dorénavant nécessaire de l'aborder comme un objet concret, matériel, sur lequel les actions humaines peuvent avoir des impacts. Les réserves de charbon et de pétrole connues ont mis plus de 300 millions d'années à se constituer.

Penser que nous pourrions en brûler une part substantielle en à peine deux siècles et ne souffrir aucune conséquence relève d'une insouciance que seule une classe privilégiée pouvait se permettre. Le reste de la planète était déjà douloureusement familier avec les limites de la capacité porteuse des écosystèmes locaux, régionaux, voire continentaux. Pour la majorité de l'humanité, l'ère des hydrocarbures aura fait naître un problème d'échelle supérieure, certes, mais qui s'est surtout ajouté à des destructions déjà observées au quotidien



depuis longtemps, notamment par l'effet de la déforestation et de la contamination des cours d'eau.

Ce qui change avec la pollution par les hydrocarbures est que personne n'échappe aux effets des bouleversements qu'elle provoque. Des interconnexions qui ne pouvaient jusque-là qu'être imaginées deviennent concrètes et matérielles, liant non seulement les populations humaines entre elles, mais mettant clairement en évidence leur étroite relation avec les écosystèmes de l'ensemble de la planète. Les émissions de CO₂ d'une usine du Québec contribuent à la fonte de la calotte glaciaire du Groenland, qui a un impact sur les régions côtières de Norvège, et ainsi de suite. Le réseau de relations est si réel et si complexe que la biosphère terrestre, nous dit Morton, peut en être considérée comme un seul « hyperobjet » que personne ne comprend totalement, mais dans lequel tout le monde est directement impliqué.

Comment agir sur un (hyper)objet d'une telle ampleur et d'une telle complexité? Ces jours-ci, beaucoup d'attention est accordée au respect des engagements à travers les quelques 200 pays dont les représentants et représentants ont pris part à la COP26. Les cibles de réduction des gaz à effet de serre annoncées ont été analysées, extrapolées, commentées.

Les gros problèmes demandent certainement de grosses solutions et des centaines de milliards de dollars en investissements « vert » seront sans doute annoncés pour donner une crédibilité aux cibles annoncées. Mais le fait que l'urgence climatique découle d'un problème structurel et non d'une crise conjoncturelle change la donne. La crise peut être gérée par en haut, par des mesures exceptionnelles de grande échelle. Mais le problème structurel, lui, demande en plus – et surtout – de reconstruire par le bas.

L'écart apparent entre l'action locale et l'effet global peut parfois donner le vertige. Nous pouvons voir comment une action à petite échelle peut arriver à mitiger les souffrances, à mieux préparer les communautés et à les rendre plus résilientes. Mais pour que cette mobilisation ait un effet sur la structure économique, politique et idéologique exterministe, elle doit elle-même avoir des visées structurantes. Elle doit elle-même chercher à faire réseau, à connecter, à inspirer. En un mot, les actions locales peuvent en venir à constituer leur propre hyperobjet, un réseau de relations concrètes, matérielles et complexes au-delà de simples solidarités abstraites. Par la multiplication des alliances de proche en proche, une nouvelle structure se développe. Elle pousse enchevêtrée dans un épais buisson de branches mortes, cherchant le soleil dans toutes les directions possibles.

Martin Hébert

Se prémunir

face à une nouvelle ère de l'insécurité

Les manifestations en faveur du Climat ont repris cet automne. Nous avons été témoins de manifestations à la surface du globe, à travers le Québec, et 15 000 personnes ont répondu à l'appel à Montréal. Mais toujours est-il que, face à la crise climatique, c'est le sentiment d'impuissance qui règne. C'est bien beau l'action individuelle (recyclage, compostage, virage vers le véhicule électrique) ; mais on est tous conscients qu'elle ne suffit pas.

Il y a un peu plus d'un an, plus de 500 municipalités du Québec, entraînées par une large mobilisation citoyenne, ont déclaré l'urgence climatique. Autant tous comprennent que nous devons pouvoir agir partout, dans chacune de nos communautés, autant il demeure très difficile d'ancrer les enjeux climatiques dans le concret. Par quoi les citoyens peuvent-ils commencer? Comment transformer la lutte à la crise climatique en un enjeu concret, un enjeu que l'on puisse facilement cerner sur le terrain? Questions toutes lancinantes qui devraient peser de tout leur poids aux élections municipales.

Nouveaux impératifs pour nos municipalités

En septembre 2019, la grande marche pour le climat réunissait plus du demi-million dans les rues de Montréal. Le rassemblement en lui-même renforçait les déclarations des élus locaux. Mais le message le plus puissant à passer à nos dirigeants serait : « voyez, nous sommes nombreux! Maintenant nous retournons chez nous, et continuons le travail! ». Mais quel travail au juste? manger végétarien, recycler, jardiner, économiser l'énergie, se mobiliser contre les projets polluants...?

L'orientation ne peut pas demeurer incertaine au niveau de l'autorité en contact direct avec la population. Les crises environnementales des deux dernières années nous ont révélé l'urgence d'agir sur un secteur névralgique : la protection des citoyens de nos communautés face aux chocs environnementaux ou sanitaires. L'atténuation de l'impact des chocs sur nos communautés et le redressement rapide après-coup, im-

seront une préparation adéquate. Nous parlons donc d'éventuels lieux de refuge et de résilience pour les citoyens de nos communautés que les municipalités doivent placer au sommet de leurs priorités.

Certains citoyens sont particulièrement vulnérables aux chocs environnementaux, comme les thermiques en période caniculaire, les chocs sanitaires liés à la zoonose que nous vivons actuellement. Se prémunir implique des lieux, des espaces de distanciation. Les aléas environnementaux imposeront maintenant le déplacement de personnes, leur accueil dans un lieu sécurisé.



Le refuge de sinistrés suite à des feux, des inondations ou l'accueil de migrants est notre nouvelle réalité. Omettre la planification de la résilience d'une communauté suite à un choc deviendra négligence! Les impératifs sanitaires du passé ont imposé aux municipalités les services d'aqueduc et d'égouts; le fléau des feux imposa les services d'incendies; la crise climatique nous impose dorénavant la planification de la résilience et des refuges publics.

Miser sur les assises existantes

Il est impossible de penser construire de nouveaux refuges et lieux de résilience dans toutes les communautés de la province. En revanche, toutes nos municipalités possèdent de vastes bâtiments, au cœur de nos communautés, les églises, qui font partie de notre patrimoine collectif et dont un très grand nombre sont en mal de vocation.



Déjà un bon nombre de ces églises sont acquises par les municipalités, transformées en salles communautaires polyvalentes et abritent quantité de services communautaires, cuisines collectives, banques alimentaires, refuges pour personnes vulnérables et accueil de nouveaux arrivants, etc. La transition est donc déjà en marche à l'initiative de quelques-unes de nos MRCs qui devraient être suivies par la majorité.

De récents travaux indiquent que la réappropriation de ces églises et leur conversion en salles polyvalentes crée des lieux névralgiques en cas de crise. Dans de nombreuses circonstances moyennant des aménagements adéquats pour les installations sanitaires et l'hébergement, on a des refuges fonctionnels. Il est question de sanatoriums temporaires permettant l'isolement rapide des patients infectés dans les lieux de résidence en crise sanitaire. Ces lieux servent déjà présentement de centre de prélèvement et de vaccination. Les installations améliorées par les cuisines communautaires peuvent devenir la base pour l'établissement de pôles agro-alimentaires offrant des services essentiels à la conservation, la transformation et la mise en marché de la production alimentaire de proximité.

A plusieurs endroits, les bâtiments de ce patrimoine ont été transformés avec succès en espaces à bureau pour des organismes, ou en centres de *co-working*; voir même en incubateurs pour des PME. Il n'y a qu'un pas à franchir pour étendre le concept de Centre de télétravail, permettant le travail à proximité, sans déplacement; tout en gardant une dynamique sociale et une émulation professionnelle pour les employés abonnés par leurs employeurs. Hydro-Québec élabore présentement une offre de micro-réseaux intelligents parfaitement adapté à la gestion du micro-stockage, de la micro-production et des micros échanges d'énergie. Les programmes d'efficacité énergétique combinés à l'opération de ces micro-réseaux intelligents regroupent les atouts pour assurer la pérennité d'une prise à charge communautaire ou municipale de ces actifs en mal de vocation.

Normand Beaudet

